

Renseignor

le Renseignement ouvert par la radio

N°1383 le 25 mai 2025

Dans ce numéro

Au Pakistan, au moins six morts après un attentat à la bombe contre un bus scolaire de l'armée...

(Page 2)

Développement de drones destinés à la protection des câbles sous-marins par plusieurs pays européens...

(Page 3)

Donald Trump annonce le développement du *Dôme d'or*, un système capable d'intercepter tous les missiles...

(Page 4)

Selon Pavel Durov la France aurait tenté de faire censurer des voix conservatrices lors des présidentielles de Roumanie...

(Page 6)

Un compte *TikTok* diffuse de la désinformation relative aux militaires français déployés en Roumanie...

(Page 7)

FORMULATION DES ARTICLES

Les textes sont des relevés d'écoute radio ; la formulation est donc celle du média cité.

Nous ne corrigeons que quelques fautes mineures de langue française. Les titres, par contre, sont de la rédaction.

Cinq employés d'un parti politique taïwanais accusés d'espionnage au profit de la Chine...

Le Parti démocrate progressiste (DPP) a annoncé hier l'exclusion de cinq de ses employés accusés d'espionnage pour le compte de la Chine, dont des assistants de personnalités politiques. Est notamment concerné un ancien assistant de Joseph Wu, lorsque ce dernier était ministre des Affaires étrangères. On compte également un ancien conseiller du bureau présidentiel, un ancien assistant du bureau de l'ancien président du Parlement, You Si-kun, et un ancien assistant d'un conseiller municipal du Nouveau Taipei. Le président du comité central d'évaluation du DPP, Lai Jui-lung, a déclaré que l'exclusion des personnes en question visait à garantir la sécurité nationale et la discipline du parti, ajoutant qu'elles avaient trahi les valeurs fondamentales du parti et eu des comportements inacceptables : « Les cinq ont été invités aujourd'hui mais aucun n'est venu. Aucun des cinq n'a fait appel de la décision pendant la période d'appel de 15 jours. Ils savent tous qu'ils ont commis une grosse erreur. Plusieurs d'entre eux sont en garde à vue et savent quel est leur problème. Les membres de la commission d'évaluation ont atteint un haut niveau de consensus et nous ne pouvons pas faire preuve de laxisme ou d'indulgence. C'est pourquoi ils ont tous été exclus du parti ». Notons que le DPP a récemment modifié son règlement concernant la visite en Chine de ses employés, qui doivent désormais s'enregistrer avant tout déplacement en Chine, à Hong Kong ou à Macao et fournir un rapport après leur retour.

(Radio Taiwan international, le 22-05-2025)

Un drone naval ukrainien capable de transporter des missiles présenté aux médias...

Le ministère ukrainien de la Défense a dévoilé son dernier modèle de drone naval, capable de transporter des missiles. L'agence de renseignement du ministère a présenté mercredi aux médias le drone suicide *Magura V7*, développé localement. L'engin, long de 7,2 mètres, peut être équipé de deux missiles antiaériens et fonctionner jusqu'à sept jours en continu. Le ministère a commencé à déployer ce modèle en situation de combat à la fin de l'année dernière. Selon les services de renseignement, le *Magura V7* a abattu deux avions de chasse russes au-dessus de la mer Noire au début du mois. L'agence a déclaré que divers modèles de drones *Magura* avaient détruit quinze cibles militaires russes, dont plusieurs navires et avions d'envergure, au cours de deux années de déploiement de combat en mer Noire. Le porte-parole de l'agence, Andrii Cherniak, assure que la Russie a caché sa flotte et aurait peur de s'approcher des côtes ukrainiennes ou d'entrer dans la région temporairement occupée de Crimée. Le responsable a précisé qu'une éventuelle utilisation sous-marine des drones *Magura* était actuellement en discussion.

(Radio Japon international, le 19-05-2025)



Au moins vingt morts après un attentat suicide près d'une base militaire de Mogadiscio...

En Somalie, au moins vingt personnes ont été tuées dans un attentat suicide à la bombe. L'attaque a visé de jeunes recrues d'une base militaire de la capitale Mogadiscio. Les blessés ont été pris en charge par un hôpital militaire de la ville.

(Radio Chine internationale, le 19-05-2025)

Au Pakistan, au moins six morts après un attentat à la bombe contre un bus scolaire de l'armée...

Mercredi, dans le sud-ouest du Pakistan, un bus scolaire de l'armée a été la cible d'un attentat suicide qui a fait au moins cinq morts, dont trois enfants. L'armée pakistanaise a rejeté la responsabilité de l'attentat sur de prétendus « mandataires terroristes indiens ». Delhi n'a pas encore répondu à ces allégations et aucun groupe n'a revendiqué la responsabilité de l'attentat. Cette attaque est survenue dans un contexte de tensions accrues entre l'Inde et le Pakistan, à la suite d'un fragile accord de cessez-le-feu conclu le 10 mai. Le Premier ministre pakistanais Shehbaz Sharif a également condamné l'attentat.

(Radio Chine internationale, le 21-05-2025)

Un autobus scolaire a été touché par une explosion dans le sud-ouest du Pakistan. Le bilan est de six morts, dont quatre enfants. Le Premier ministre pakistanais, Shehbaz Sharif, affirme qu'il s'agit d'une attaque terroriste soutenue par l'Inde. Le drame s'est produit mercredi dans la province du Baloutchistan. Le gouvernement local a déclaré que le bus transportait plus de quarante enfants qui se rendaient à leur école sous contrôle militaire. Selon une première enquête, un engin explosif improvisé aurait probablement été utilisé lors de l'attaque. M. Sharif a publié une déclaration qualifiant cet attentat de lâche et perpétré par des terroristes sous le patronage de l'Inde. Il n'a cependant fourni aucune justification à ses affirmations. M. Sharif a souligné qu'aucun effort ne serait épargné pour déjouer les intentions néfastes des terroristes soutenus par l'Inde qui visent à perturber la paix au Baloutchistan. L'Inde et le Pakistan se livrent à des frappes militaires depuis un attentat terroriste survenu dans la région contestée du Cachemire. Les deux pays ont convenu d'un cessez-le-feu le 10 mai, mais une escalade des tensions est à craindre. Un porte-parole du ministère indien des Affaires étrangères a déclaré mercredi que son pays rejetait les « allégations sans fondement » formulées par le Pakistan, concernant l'implication de l'Inde dans l'explosion. « Afin de détourner l'attention de sa réputation d'épicentre mondial du terrorisme et de dissimuler ses propres échecs flagrants, le Pakistan a pris l'habitude de blâmer l'Inde pour tous ses problèmes internes » a déclaré Randhir Jaiswal. « Cette tentative de duper le monde est vouée à l'échec » a-t-il ajouté.

(Radio Japon international, le 22-05-2025)

À Washington, deux membres de l'ambassade d'Israël abattus par un inconnu armé...

Deux employés de l'ambassade d'Israël ont été abattus par arme à feu devant le musée juif de Washington. Un suspect a d'ores et déjà été arrêté. Un homme d'une trentaine d'années, soupçonné d'être l'auteur des coups de feu, est entré dans le musée après les tirs et a été arrêté sans opposer de résistance. Selon la chef de la police locale ce suspect avait été aperçu avant la fusillade en train de faire des allées et venues aux abords du bâtiment, avant de sortir une arme de poing et d'ouvrir le feu. Un homme et une femme, tous deux membres de l'ambassade d'Israël aux États-Unis, ont été tués. La police précise à la presse que l'attaque a été visiblement commise par cette seule personne identifiée comme Elias Rodriguez, originaire de Chicago, qui est maintenant en garde à vue. Pas de précision sur le motif pour l'instant, mais une vidéo qui circule sur les réseaux sociaux le montre crier à plusieurs reprises « Libérez la Palestine ! » avant d'être emmené par des policiers.

(Médi-1, le 22-05-2025)

Deux membres du personnel de l'ambassade d'Israël, un homme et une femme, ont été abattus près d'un musée juif dans la capitale américaine, Washington, mercredi soir. La secrétaire à la Sécurité intérieure, Kristi Noem, a annoncé les décès dans une publication sur les réseaux sociaux. La police a déclaré lors d'une conférence de presse qu'un suspect de 30 ans avait été placé en garde à vue. Le président américain Donald Trump a publié sur les réseaux sociaux : « Ces horribles meurtres à Washington, manifestement basés sur l'antisémitisme, doivent cesser MAINTENANT ! La haine et le radicalisme n'ont pas leur place aux États-Unis ». Le président israélien Isaac Herzog a écrit sur les



réseaux sociaux : « C'est un acte méprisable de haine et d'antisémitisme ». Il a ajouté : « L'Amérique et Israël resteront unis pour défendre notre peuple et nos valeurs communes. La terreur et la haine ne nous briseront pas ».

(*Radio Japon international, le 22-05-2025*)

... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...

À Londres, trois Iraniens accusés d'espionnage au profit de Téhéran placés en détention provisoire...

Le Royaume-Uni a convoqué aujourd'hui l'ambassadeur d'Iran à la suite de l'inculpation à Londres de trois ressortissants iraniens pour espionnage au profit de Téhéran. Plus tôt, l'Iran a convoqué le chargé d'affaires britannique à Téhéran pour protester contre ces arrestations. À l'issue de leur comparution devant la justice samedi, les trois Iraniens ont été placés en détention provisoire et comparaitront lors d'une audience préliminaire, le 6 juin.

(*Deutsche Welle, le 19-05-25025*)

Hier, Londres a convoqué l'ambassadeur d'Iran et Téhéran le chargé d'affaires britannique. En cause : la comparution ce samedi de trois ressortissants iraniens devant le tribunal de la magistrature dans la capitale britannique. Tous trois sont accusés d'actes d'espionnage commandités par l'État iranien. Les trois hommes, âgés de 39 et à 55 ans, sont arrivés entre 2016 et 2022 au Royaume-Uni, tous illégalement. Deux en traversant la Manche et un caché dans un camion. Tous trois ont depuis reçu l'asile temporaire. Ils ont été arrêtés il y a deux semaines et viennent d'être inculpés pour des actions contrevenant à la sécurité nationale britannique. Ils sont notamment accusés d'agir au profit de l'État iranien. Ils auraient préparé des attaques, notamment contre des journalistes de la chaîne de télévision *Iran International*, un média indépendant basé à Londres réputé pour être critique envers le pouvoir iranien. La chaîne est même considérée comme une organisation terroriste par la République islamique. Les journalistes ciblés n'ont pas été nommés par la police métropolitaine de Londres. Les trois agents sont maintenant en garde à vue et comparaitront devant le tribunal le 6 juin prochain.

(*Médi-1, le 20-05-2025*)

Des milliers de caméras de circulation de pays occidentaux seraient exploitées par le service de renseignement militaire russe...

Une cyberopération à grande échelle menée par les services de renseignement militaires russes a ciblé les infrastructures de surveillance de plusieurs pays d'Europe de l'Est pour tenter de suivre les voies d'approvisionnement vers l'Ukraine. Selon un rapport publié par le Royaume-Uni et ses alliés, le réseau attaqué comprenait environ 1 000 caméras vidéo en Roumanie écrit *The Guardian*. Les services de cybersécurité britanniques, ainsi que des partenaires de dix autres pays, dont les États-Unis, la France, l'Allemagne et la Pologne, ont averti que la Russie avait également exploité des réseaux municipaux, tels que des caméras de circulation, pour espionner discrètement les flux de transport. Selon le rapport, près de 10 000 caméras ont été compromises au total, dont 80% en Ukraine. La Roumanie arrive en deuxième position des pays touchés, avec environ 10% des appareils ciblés.

(*Radio Roumanie internationale, le 23-05-2025*)

... MILITAIRE ...

Développement de drones destinés à la protection des câbles sous-marins par plusieurs pays européens...

Six pays européens ont dévoilé les drones et autres technologies qu'ils développent conjointement pour protéger leurs infrastructures sous-marines dans un contexte où la Russie est soupçonnée d'avoir endommagé des câbles dans la mer Baltique. Depuis novembre dernier, des dommages ont été signalés à plusieurs reprises sur des câbles électriques et de communication posés en mer Baltique. Certains pointent un possible sabotage par la Russie. L'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) a réagi en renforçant la surveillance par bateau et par avion. Les six pays en question, dont font partie la Finlande et la Suède, donnent sur la mer Baltique où les dommages ont été constatés. Ils ont créé un institut de recherche afin de développer des technologies pour sécuriser leurs infrastructures sous-marines. Parmi les derniers équipements présentés par l'institut, un dispositif de

surveillance équipé de quatre capteurs sonar placé au fond de la mer peut détecter les mouvements d'un objet dans un rayon de 100 kilomètres à une profondeur de 600 mètres. Cet appareil devrait permettre de surveiller les câbles sous-marins. L'institut de recherche a également développé un drone, qui pèse environ 10 kilogrammes et utilise un sonar et des caméras, pour identifier les sections de câble endommagées. Les chercheurs prévoient d'aller encore plus loin et espèrent que leur travail aboutira à des commandes des États.

(Radio Japon international, le 20-05-2025)

Donald Trump annonce le développement du *Dôme d'or*, un système capable d'intercepter tous les missiles...

Donald Trump a annoncé hier la construction d'un « Dôme d'or ». C'est un système de défense antimissile qui s'inspire du Dôme de fer israélien. Fin janvier, le président américain avait déjà signé un décret pour développer un bouclier américain. Avec ce *Dôme d'or*, le dirigeant américain voit les choses en grand. Il pourrait intercepter des missiles venant de n'importe où sur terre ou même de l'espace. C'est ce qu'a déclaré Donald Trump hier. Le président américain promet une protection totale du territoire américain. Coût annoncé : 175 milliards de dollars, une somme colossale qui irait même jusqu'à 542 milliards sur 20 ans d'après une agence du Congrès américain sans affiliation partisane. Le Républicain l'assure : le modèle sera opérationnel d'ici à la fin de son mandat. Objectif : faire face aux menaces de la Russie, de la Chine, de l'Iran, de la Corée du Nord, mais aussi aux drones et aux missiles lancés par des groupes armés comme les Houthis du Yémen.

(Médi-1, le 21-05-2025)

Le président américain Donald Trump a déclaré qu'il avait l'intention de commencer à exploiter un système de défense antimissile de nouvelle génération d'ici janvier 2029, soit la fin de son mandat. Il a également déclaré aux journalistes mardi que le système *Golden Dome* sera capable d'intercepter des missiles « même s'ils sont lancés depuis l'espace ». Le président a indiqué qu'il nommerait un général de la Force spatiale pour superviser le programme. Donald Trump a également fait référence au système de défense antimissile spatial proposé par l'ancien président Ronald Reagan dans les années 1980. Il a déclaré : « Ronald Reagan le voulait, il y a de nombreuses années, mais il n'avait pas la technologie ». Il a déclaré que le système *Golden Dome* serait déployé non seulement sur terre et en mer, mais également dans l'espace. M. Trump a annoncé le programme, qui, selon lui, coûterait environ 175 milliards de dollars, dans un contexte d'inquiétude croissante concernant les menaces de missiles de la Chine et de la Russie. Des analystes auraient émis des doutes quant à la plausibilité du programme et aux coûts considérables qu'il implique.

(Radio Japon international, le 21-05-2025)

Le Canada souhaiterait participer au projet américain de bouclier antimissile *Dôme d'or*...

Le Canada s'intéresse au *Dôme d'or* qui est voulu par Donald Trump. Le Premier ministre canadien a fait savoir que son pays est en pourparlers pour participer à ce projet de bouclier antimissile avec les États-Unis.

(Deutsche Welle, le 22-05-2025)

Le SDCA nord-coréen pourrait être utilisé pour le développement de la technologie de rentrée dans l'atmosphère des missiles balistiques...

Le Système de détection et de commandement aéroporté (SDCA) nord-coréen, équipé d'un radôme, pourrait être utilisé pour développer la technologie de rentrée atmosphérique, un élément clé des missiles balistiques intercontinentaux (ICBM). C'est ce qu'a révélé lundi une analyse de Decker Eveleth publiée dans le magazine américain *Foreign Policy*. Selon cet analyste chez CNA Corporation, le SDCA pourrait non seulement surveiller les mouvements des forces militaires américaines et sud-coréennes, mais aussi collecter des données lors des essais d'ICBM. Au cours des dix dernières années, le royaume ermite en a tiré quatorze. Deux ont survolé l'archipel japonais tandis que les autres ont suivi des trajectoires très « raides ». Grâce à ce système, le régime peut désormais observer la trajectoire de descente des engins et recueillir des données utiles, même lors de tirs à courte portée et à angle élevé. Pour cela, il pourrait déployer son SDCA en mer de l'Est lors des essais. Par ailleurs, il devrait également l'utiliser pour détecter rapidement les attaques de missiles de croisière et les mouvements des avions américains et sud-coréens.

(KBS World Radio, le 21-05-2025)



Un destroyer nord-coréen chavire lors de sa mise à l'eau officielle...

Hier, un accident s'est produit lors de la cérémonie de mise à l'eau d'un nouveau destroyer de 5 000 tonnes qui s'est déroulée au chantier naval de Chongjin en Corée du Nord. Selon la *KCNA*, l'agence de presse officielle du pays communiste, aujourd'hui, cet incident a été provoqué par une mauvaise direction et une négligence dans les manipulations. La partie arrière du navire s'est détachée en premier, puis quelques sections du fond de la coque ont été endommagées, perturbant ainsi l'équilibre de l'ensemble du vaisseau. Kim Jong-un, présent, a sévèrement condamné l'accident qu'il a qualifié de grave et d'absolument inacceptable. Évoquant un comportement criminel, il a souligné que la restauration urgente du destroyer était une question politique, directement liée à l'autorité de l'État. Avant d'ordonner que les réparations soient impérativement achevées avant la réunion plénière du Comité central du Parti des travailleurs, prévue en juin. Le contre-torpilleur en question semble être de la même classe que le *Choe Hyon*, mis à l'eau le 25 avril dernier par Pyongyang.
(*KBS World Radio, le 22-05-2025*)

Les autorités nord-coréennes ont entamé des procédures pour enquêter et arrêter les hauts responsables d'un chantier naval. Les investigations suivent l'échec, plus tôt cette semaine, de la mise à l'eau d'un navire de guerre. Le destroyer a été endommagé pendant la cérémonie organisée mercredi au chantier naval de Chongjin, dans le nord-est du pays. L'édition de vendredi du journal du Parti des travailleurs au pouvoir, le *Rodong Sinmun*, a annoncé que les enquêteurs, dont des procureurs et des experts, avaient présenté jeudi les résultats des investigations menées. Ils l'ont fait auprès de la Commission militaire centrale du parti. Les images satellites montrent le navire chaviré et partiellement submergé. Le rapport indique qu'aucune voie d'eau n'a été découverte au niveau de la coque du bâtiment, contrairement à ce qui avait été dit initialement. L'équipe précise que la poupe est partiellement inondée. La Commission militaire centrale estime que les dégâts subis par le navire ne sont pas graves. Elle a chargé les enquêteurs d'identifier les responsables de l'incident. La commission aurait ajouté que, malgré la modicité des dégâts, le fait que l'accident soit un acte criminel impardonnable reste inchangé. Des experts sud-coréens ont expliqué que Pyongyang pourrait chercher à intensifier son contrôle sur le pays en punissant les responsables de l'incident.
(*Radio Japon international, le 23-05-2025*)

Nouveaux tirs de missiles de croisière nord-coréens vers la mer de l'Est...

Ce matin, la Corée du Nord a tiré plusieurs missiles de croisière en direction de la mer de l'Est. Selon l'état-major interarmées sud-coréen (JCS), les projectiles ont été lancés aux alentours de 9 heures depuis Sondok, dans la province de Hamgyong du Sud, avant de s'abîmer en mer. L'armée sud-coréenne a déclaré avoir détecté à l'avance les signes des tirs et avoir pris des mesures préventives. Les autorités du renseignement de Séoul et Washington en analysent actuellement les détails. D'ordinaire, le JCS ne publie pas d'annonce concernant les lancements de missiles de croisière, contrairement à ceux de missiles balistiques, interdits par les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Certains analystes estiment que Pyongyang a effectué ces tirs pour rattraper l'échec de la mise à l'eau d'un nouveau destroyer de 5 000 tonnes, hier, au chantier naval de Chongjin.
(*KBS World Radio, le 22-05-2025*)

Washington envisagerait de transférer 4 500 GI's stationnés en Corée du Sud vers Guam...

L'administration Trump envisagerait de transférer quelque 4 500 GI's, sur les 28 500 stationnés dans la péninsule coréenne, vers d'autres régions de l'Indopacifique, notamment Guam, un territoire américain. C'est ce qu'a rapporté, jeudi, le *Wall Street Journal*. Le quotidien cite les propos de deux responsables clés américains qui précisent que ce projet est envisagé dans le cadre d'un examen non officiel de la politique envers Pyongyang. Avant d'ajouter qu'il n'a pas encore été présenté au locataire de la Maison-Blanche, et qu'il s'agissait d'une des nombreuses options en discussion. Face à cette nouvelle, le porte-parole du département américain de la Défense semble avoir déclaré qu'il n'y avait rien à annoncer à ce sujet. Auparavant, lors de son premier mandat, Donald Trump avait déjà exercé une pression sur la Corée du Sud, en menaçant de retirer les troupes américaines déployées au sud du 38e parallèle si elle n'augmentait pas son financement pour leur présence. Il avait également évoqué ce sujet à plusieurs reprises durant sa campagne présidentielle. Cependant, toujours selon le journal américain, des responsables ont affirmé qu'aucune décision ne serait prise concernant un réajustement des effectifs militaires sur le sol sud-coréen, tant que la manière de gérer la guerre en Ukraine n'est pas clairement définie. Avant de souligner que Séoul, tout comme Tokyo et Manille, a entretenu une étroite



coopération militaire avec Washington et que toute réorganisation pourrait déstabiliser l'ensemble de l'Indopacifique. Le ministère sud-coréen de la Défense n'a pas tardé à réagir. Pour lui, il n'y a aucune discussion à ce propos. Il a souligné que les soldats américains jouaient un rôle central dans l'alliance bilatérale pour la paix et la stabilité dans la péninsule et la région. Avant d'ajouter que les deux alliés continueraient à coopérer pour maintenir la posture de défense conjointe.
(KBS World Radio, le 23-05-2025)

Washington n'envisagerait pas de réduire ses troupes déployées en Corée du Sud selon Séoul...

Face aux informations selon lesquelles les États-Unis envisageraient une réduction de ses effectifs militaires stationnés dans le sud de la péninsule coréenne, le ministère de la Défense a déclaré qu'aucune discussion n'avait eu lieu sur ce sujet. Ce matin, un responsable de l'armée a affirmé devant les journalistes que les troupes américaines en Corée du Sud constituent une force centrale de l'alliance bilatérale et qu'elles avaient contribué à la paix ainsi qu'à la stabilité de la région en maintenant une posture de défense commune. Avant d'ajouter que Séoul poursuivrait une coopération étroite avec Washington dans cette direction. Le ministère a également expliqué que tout changement du nombre de soldats devait être discuté par les deux alliés, en précisant que de telles questions doivent passer par la Réunion consultative sur la sécurité (SCM) et la Réunion du comité militaire (MCM). Le ministère des Affaires étrangères a tenu un discours similaire. Un haut responsable a déclaré qu'aucun dialogue concernant un retrait n'a été engagé, rappelant que les commandants américains eux-mêmes avaient réaffirmé, dans un audit du Sénat, l'importance stratégique de cette présence. Il a également souligné que la loi américaine sur l'autorisation de la défense nationale (NDAA) inclut de manière continue des dispositions pour le maintien du niveau actuel de présence. Pour rappel, selon le *Wall Street Journal*, le Pentagone examine un plan pour transférer environ 4 500 hommes parmi les 28 500 actuellement basés au sud du 38e parallèle vers d'autres zones en Indopacifique, notamment Guam.

(KBS World Radio, le 23-05-2025)

Bucarest dément formellement les rumeurs évoquant la préparation à une mobilisation des réservistes...

Le ministère roumain de la Défense rapporte de nouvelles informations erronées concernant les soi-disant préparatifs de mobilisation de réservistes militaires et assure qu'il n'y a aucun lien avec le contexte sécuritaire généré par l'invasion de l'Ukraine voisine par la Fédération de Russie. Cette *Fake News* est apparue dans le contexte où le ministère roumain de la Défense a récemment communiqué des informations sur l'organisation, dans le sud du pays, du 26 au 31 mai, d'un exercice d'entraînement pour évaluer la réserve de mobilisation. C'est le général Constantin Spânu, porte-parole du ministère, qui a expliqué la situation dans un communiqué relayé sur la plateforme *Inforadar*, dédiée à la lutte contre la désinformation.

(Radio Roumanie internationale, le 23-05-2025)

... L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES ...

La Russie rencontre des difficultés pour honorer ses livraisons d'armes à l'Arménie...

C'est une des conséquences de la guerre en Ukraine. La Russie est en difficulté pour honorer ses livraisons d'armes à l'Arménie, confession hier du chef de la diplomatie russe à Erevan. Celui-ci a également critiqué la volonté de l'Arménie de s'approvisionner auprès des Occidentaux dans un contexte de rivalité avec l'Azerbaïdjan.

(Radio Vatican, le 22-05-2025)

... CYBERESPACE ...

Selon Pavel Durov la France aurait tenté de faire censurer des voix conservatrices lors des présidentielles de Roumanie...

Le cofondateur de *Telegram*, d'origine russe, a affirmé dans un message publié sur X dimanche soir que le directeur de la DGSE, Nicolas Lerner, lui avait demandé ce printemps « d'interdire les voix conservatrices en Roumanie avant les élections ». « J'ai refusé. Nous n'avons pas bloqué les manifestants en Russie, en Biélorussie ou en Iran. Nous ne recommencerons pas à le faire en



Europe » a indiqué Durov, 40 ans. Le service français de renseignement extérieur a démenti lundi les allégations de Pavel Durov. « La DGSE réfute fermement les allégations selon lesquelles des demandes d'interdiction de comptes liés à un processus électoral auraient été formulées à ces occasions » a déclaré la Direction générale de la sécurité extérieure (DSGE) dans un communiqué. Le maire centriste de Bucarest, Nicușor Dan, a remporté dimanche une nouvelle élection présidentielle roumaine tendue, battant le nationaliste George Simion lors d'un scrutin considéré comme crucial pour l'avenir de ce pays membre de l'UE et de l'OTAN, limitrophe de l'Ukraine déchirée par la guerre. Dans sa publication publiée dimanche, Durov a dénoncé l'ingérence de la France dans les élections roumaines. « Un gouvernement d'Europe occidentale - devinez lequel - a contacté *Telegram* pour nous demander de faire taire les voix conservatrices en Roumanie avant l'élection présidentielle d'aujourd'hui » a lancé Durov sur sa chaîne. La France n'était pas nommée explicitement, mais une icône de baguette de pain accompagnait le message. Le ministère français des Affaires étrangères a « rejeté catégoriquement ces allégations ». Les services de renseignement français, rendus célèbres par la série télévisée à succès *Le Bureau des légendes*, ont confirmé lundi avoir été en contact avec Durov. « La DGSE affirme avoir effectivement été contrainte, à plusieurs reprises ces dernières années, de contacter directement Pavel Durov pour lui rappeler fermement les responsabilités de son entreprise et les siennes en matière de prévention des menaces terroristes et de pédopornographie » précise le communiqué. Durov a été interpellé à l'aéroport du Bourget, près de Paris, en août 2024, puis inculpé pour une série d'infractions liées à la modération des contenus sur l'application de messagerie populaire qu'il a fondée. Après plusieurs jours d'interrogatoire, il a été inculpé de plusieurs chefs d'accusation de manquement à la lutte contre les contenus extrémistes et terroristes et libéré sous caution de cinq millions d'euros. Durov a depuis annoncé des mesures semblant se plier aux exigences de Paris. En mars, il a été autorisé à quitter temporairement la France pour se rendre à Dubaï selon des sources à l'*AFP*. Le Kremlin a réagi lundi, estimant que les allégations d'ingérence française ne sont pas nouvelles. « L'ingérence de pays européens - la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne - dans les affaires intérieures d'autres pays n'est pas nouvelle » a indiqué le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, aux journalistes. « Ce ne sont que des bribes d'informations qui sont mises au jour » a-t-il ajouté.

(La voix de la Turquie, le 20-05-2025)

Un compte *TikTok* diffuse de la désinformation relative aux militaires français déployés en Roumanie...

Le ministère roumain de la Défense nationale signale une tentative de désinformation sur la plateforme *TikTok* concernant les militaires français en Roumanie. Selon l'institution, sur le profil *@19romania89* a été publiée dimanche une vidéo dont l'auteur « affirme, sans fournir aucune preuve, que les militaires français déployés en Roumanie dans le cadre du groupement tactique de l'OTAN déployé à Cincu seraient prêts à agir, équipés clandestinement en uniformes de la gendarmerie roumaine, pour déclencher une guerre civile dans notre pays à la fin du processus électoral si un certain candidat est déclaré vainqueur ». Ces informations sont fausses et risquent de semer la confusion parmi les citoyens roumains alors que « le matériel posté est une désinformation dangereuse sans fondement réel ni preuve concrète. Il s'agit d'un exemple clair de manipulation qui consiste à diffuser des théories du complot et à susciter la méfiance à l'égard des institutions de l'État, des partenaires internationaux et du processus démocratique » a ajouté le ministère de la Défense. Il rappelle que les troupes de l'OTAN déployées sur le territoire roumain ont pour mission de contribuer à la consolidation du secteur roumain du flanc oriental de l'OTAN et de décourager toute agression contre le territoire allié, alors que les forces russes sont engagées dans une guerre d'agression illégale et injustifiée contre l'Ukraine depuis plus de trois ans.

(Radio Roumanie internationale, le 19-05-2025)

Le Japon victime d'une importante campagne de *phishing* avec l'envoi d'e-mails générés par intelligence artificielle...

Proofpoint, une entreprise américaine de cybersécurité, signale une forte augmentation du nombre d'e-mails d'hameçonnage ciblant des personnes au Japon. Elle affirme que les programmes d'IA générative et d'autres technologies permettent aux escrocs de surmonter les barrières linguistiques qui servaient autrefois de mesures défensives. D'après Proofpoint, le nombre de courriels de *phishing* adressés à des personnes au Japon a commencé à monter vers décembre 2024, puis a fortement augmenté cette année. Ceux qui cliquent sur des liens affichés dans ces courriels sont redirigés vers de faux sites



internet où leurs informations personnelles peuvent être volées. L'entreprise a analysé quelque 600 millions de courriels frauduleux détectés dans le monde entier en avril et a constaté que 83,6% d'entre eux ciblaient des personnes au Japon. Dans de nombreux cas, des expéditeurs se font passer pour des sociétés de titres financiers et tentent de récupérer les identifiants et mots de passe des utilisateurs afin d'accéder à leurs comptes. Les maisons de courtage japonaises ont signalé de nombreux cas cette année où un escroc a réussi à prendre le contrôle du compte d'un client et à l'utiliser pour des transactions frauduleuses. Proofpoint souligne qu'il ne faut pas cliquer sur les liens contenus dans des courriels suspects ou saisir de mot de passe ou d'informations personnelles. L'entreprise recommande l'utilisation d'une authentification multifacteurs avec identification biométrique. (*Radio Japon international, le 20-05-2025*)

Forte augmentation des fuites de données personnelles en Corée du Sud...

La Corée du Sud connaît une recrudescence sans précédent de fuites de données personnelles. Selon une analyse rendue publique hier par la Commission de protection des informations personnelles (PIPC), près de 300 incidents ont été recensés chaque année entre 2022 et 2024. Lors des quatre premiers mois de 2025, 113 ont été comptabilisés. De plus, l'ampleur des données compromises inquiète. Entre janvier et avril, 36 millions de cas ont été enregistrés, dont 25 millions liés à la cyberattaque visant l'opérateur SK Telecom. Soit trois fois plus que les 13 millions sur toute l'année dernière. Parmi les causes des 307 incidents survenus l'année dernière, le piratage domine avec 56%, suivi des erreurs professionnelles (30%), des défaillances de système (7%), des causes inconnues (5%) et des fuites intentionnelles (2%). Parmi les organismes victimes, 104 sont des établissements publics et 203 des acteurs du secteur privé. Face à cette menace croissante, la PIPC a souligné qu'en cas de sous-traitance du traitement des données personnelles, il est nécessaire de disposer des connaissances précises sur les responsables et de mettre en place un plan de gestion interne pour assurer un contrôle rigoureux.

(*KBS World Radio, le 22-05-2025*)



Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée
en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Comité de rédaction : Julia Charret, Éric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant spécialisé sur l'étude du renseignement et de la sécurité internationale qui a pour objectifs :

- le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale,
- l'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.),
- la démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)
12/14 rond-point des Champs Élysées - 75008 Paris - 01 53 53 15 30
www.cf2r.org

**Toutes les informations de Renseignor et plus encore
sur notre canal Telegram <https://t.me/renseignor>**



DÉCRYPTER LES STRATÉGIES ISLAMISTES

À travers ces six ouvrages, le CENTRE FRANÇAIS DE RECHERCHE SUR LE RENSEIGNEMENT (CF2R) s'est attaché à analyser la menace que représentent, pour la France comme pour le monde, les différents courants de l'islamisme radical, à étudier leur idéologie, leurs objectifs, leurs actions et les États qui les soutiennent ou les financent, dont certains se disent pourtant alliés de l'Occident.

Alors que le Gouvernement vient de publier un nouveau rapport dénonçant les Frères musulmans, dont on peut craindre, une nouvelle fois, qu'il ne soit pas suivi d'effets, leur lecture est plus que jamais indispensable afin de comprendre les défis auxquels nous sommes confrontés.



❶ Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R), *La face cachée des révolutions arabes*, Ellipses, Paris 2012.

<https://www.editions-ellipses.fr/accueil/3401-la-face-cachee-des-revolutions-arabes--9782729878757.html?srsltid=AfmBOor4ifwbjofUGZf261g9WuASwS6520AdHgwE08QcabYkig3Jxur>

❷ Chérif Amir, *Histoire secrète des Frères musulmans*, Ellipses, Paris, 2015.

https://www.editions-ellipses.fr/accueil/611-histoire-secrete-des-freres-musulmans-9782340002975.html?srsltid=AfmBOoran-qUAJVHeA_OQoz7gopEa0xQnFZe1lCWVaWTZUXVR71D4WwR

❸ Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R), *La menace mondiale de l'idéologie wahhabite*, VA éditions, Paris 2017.

<https://www.va-editions.fr/la-menace-mondiale-de-lideologie-wahhabite-c2x27727035>

❹ Youssef Chiheb, *Les théoriciens de l'islam radical*, VA éditions, Paris 2019.

<https://www.va-editions.fr/les-theoriciens-de-l-islam-radical-c2x29710346>

❺ Alain Rodier et Jean Lafontaine, *L'islam radical en France. Pour y voir clair*, Histoire et collections, Paris, 2020.

<https://histoireetcollections.com/fr/accueil/4496-l-islam-radical-en-france-pour-y-voir-clair-9782352505006.html>

❻ Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R), *La géopolitique au défi de l'islamisme*, Ellipses, Paris, 2022.

https://www.editions-ellipses.fr/accueil/14104-la-geopolitique-au-defi-de-l-islamisme-9782340064300.html?gclid=EAIaIQobChMItoPc6oTw9QIVGo9oCR3mEgd3EAQYASABEgJjvD_BwE